
Troisième session, vingt-neuvième Législature

Third Session, Twenty-Ninth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi 79

Bill 79

Loi du tribunal des loyers

Rental Tribunal Act

Première lecture

First reading

M. CHOQUETTE

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1972



Projet de loi 79

Loi du tribunal des loyers

SECTION I

DÉFINITIONS

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants désignent :

a) « commissaire en chef » : le commissaire en chef aux loyers nommé en vertu de l'article 2;

b) « commissaire en chef adjoint » : le commissaire en chef adjoint aux loyers nommé en vertu de l'article 2;

c) « commissaire » : un commissaire aux loyers nommé en vertu de l'article 2 y compris un commissaire adjoint;

d) « commissaire adjoint » : un commissaire adjoint aux loyers nommé en vertu de l'article 2;

e) « local d'habitation » : un local habituellement occupé comme lieu d'habitation avec ses accessoires et dépendances mais ne comprend pas :

1. un local dans lequel le locataire utilise plus d'un tiers de la surface totale à des fins commerciales, industrielles ou professionnelles,

2. une chambre louée,

3. un local dans lequel au moins trois chambres sont habituellement données à bail par le locataire,

4. un local loué pour des fins de villégiature,

5. un établissement assujéti à la Loi de l'hôtellerie, (Statuts refondus, 1964, chapitre 205);

Bill 79

Rental Tribunal Act

DIVISION I

DEFINITIONS

1. In this act, unless the context indicates a different meaning, the following terms mean:

(a) "chief commissioner": the chief rental commissioner appointed under section 2;

(b) "assistant chief commissioner": the assistant chief rental commissioner appointed under section 2;

(c) "commissioner": a rental commissioner appointed under section 2, including an assistant commissioner;

(d) "assistant commissioner": an assistant rental commissioner appointed under section 2;

(e) "dwelling": a dwelling regularly occupied as a place of habitation with its accessories and dependencies but not including:

(1) a dwelling in which the lessee uses more than one-third of the total surface for commercial, industrial or professional purposes,

(2) a room that has been leased,

(3) a dwelling in which at least three rooms are regularly leased by the lessee,

(4) a dwelling leased as a vacation resort,

(5) an establishment subject to the Hotels Act (Revised Statutes, 1964, chapter 205);

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet prévoit que le locateur ou le locataire d'un local d'habitation s'adresseront désormais à un commissaire aux loyers ou, selon le cas, au tribunal des loyers pour faire décider de leurs conflits en matière de baux résidentiels.

À cette fin le projet prévoit la nomination en vertu de la Loi de la fonction publique d'un commissaire en chef des loyers, d'un commissaire en chef adjoint, de commissaires et de commissaires adjoints, qui doivent être des avocats ou des notaires, et qui seront chargés d'entendre, en première instance, les demandes des locataires ou des locateurs de locaux d'habitation en vertu des articles 1600 à 1665i du Code civil, sauf certaines exceptions prévues dans le projet. Un commissaire n'a cependant pas juridiction sur une demande en exécution ou en résiliation de bail si l'intérêt du demandeur dans le bail en litige est d'une valeur supérieure à trois mille dollars.

Ces commissaires seront assistés du personnel nécessaire nommé et rémunéré conformément à la Loi de la fonction publique.

À cette fin ce projet prévoit de plus la constitution d'un tribunal des loyers, composé de juges de la Cour provinciale qui entendra et jugera

a) en appel, de toute décision d'un commissaire;

b) en première instance,

i. de toute action en réclamation de loyer ou en recouvrement de dommages-intérêts en vertu des articles 1600 à 1665i du Code civil, dans le cas d'un local d'habitation, lorsque le montant réclamé n'atteint pas trois mille dollars;

EXPLANATORY NOTES

This bill provides that the lessor or lessee of a dwelling will hereafter apply to a rental commissioner or, as the case may be, to the Rental Tribunal to decide their dispute regarding a residential lease.

For such purpose the bill provides for the appointment under the Civil Service Act of a chief rental commissioner, an assistant chief commissioner, commissioners and assistant commissioners who must be advocates or notaries and who will be entrusted with hearing, in first instance, suits of lessees or lessors of dwellings under articles 1600 to 1665i of the Civil Code, save certain exceptions provided in the bill. A commissioner will however have no jurisdiction in a suit for specific performance or to rescind a lease if the value of the plaintiff's interest in the lease in dispute is greater than three thousand dollars.

Such commissioners will be assisted by the necessary staff appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act.

For such purpose this bill also provides for the establishment of a Rental Tribunal consisting of judges of the Provincial Court which will hear and decide

(a) in appeal, from any decision of a commissioner;

(b) in first instance,

i. in any action for rent or to recover damages under articles 1600 to 1665i of the Civil Code, in the case of a dwelling, when the amount claimed is less than three thousand dollars;

f) « tribunal »: le tribunal des loyers institué par la présente loi.

(f) "tribunal": the rental tribunal established by this act.

SECTION II

DU COMMISSAIRE EN CHEF ET DES COMMISSAIRES

[[2. Un commissaire en chef aux loyers, un commissaire en chef adjoint aux loyers, des commissaires aux loyers et des commissaires adjoints aux loyers sont nommés au ministère de la justice. Ces personnes, qui doivent être des avocats ou des notaires, sont nommées et rémunérées conformément à la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14).

Toutefois, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement adopté sur la recommandation du ministre de la justice, déterminer des règles, normes et barèmes applicables à leur nomination, leur rémunération et aux autres considérations qui peuvent leur être applicables; un tel règlement a effet nonobstant toute disposition inconciliable de toute loi ou de tout règlement.

Les greffiers des commissaires ainsi que les autres fonctionnaires et employés jugés nécessaires sont nommés et rémunérés conformément à la Loi de la fonction publique.]]

3. Un commissaire exerce sa juridiction dans le territoire désigné à cette fin par le lieutenant-gouverneur en conseil. Il a, à cette fin, les pouvoirs et immunités prévus aux articles 9, 10, 11, 12 et 16 de la Loi des commissions d'enquêtes (Statuts refondus, 1964, chapitre 11).

Un commissaire adjoint a les mêmes pouvoirs que le commissaire auquel il est adjoint et il exerce, sous la direction de ce commissaire, les fonctions qui lui sont assignées par ce dernier.

4. Le commissaire en chef, en outre des pouvoirs et devoirs accordés à un commissaire en vertu de la présente loi, dirige, coordonne et surveille le travail des commissaires.

Le commissaire en chef adjoint a les mêmes pouvoirs que le commissaire en chef et il exerce, sous la direction de ce dernier, les fonctions qu'il lui assigne.

DIVISION II

THE CHIEF COMMISSIONER AND THE COMMISSIONERS

[[2. A chief rental commissioner, an assistant chief rental commissioner, rental commissioners and assistant rental commissioners shall be appointed to the Department of Justice. Such persons must be advocates or notaries and shall be appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14).

Nevertheless, the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation made on the recommendation of the Minister of Justice, determine the rules, standards and scales applicable to their appointment and remuneration and to the other conditions which may be applicable to them; such a regulation shall have effect notwithstanding any inconsistent provision of any act or regulation.

The clerks, commissioners and other officers and employees considered necessary shall be appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act.]]

3. A commissioner shall exercise his jurisdiction in the territory designated for that purpose by the Lieutenant-Governor in Council. He shall have for that purpose the powers and immunities provided in sections 9, 10, 11, 12 and 16 of the Public Inquiry Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 11).

An assistant commissioner shall have the same powers as the commissioner with whom he is associated and shall exercise under the commissioner's direction the duties the commissioner assigns to him.

4. The chief commissioner, in addition to the powers and duties granted to a commissioner under this act, shall direct, coordinate and supervise the work of the commissioners.

The assistant chief commissioner shall have the same powers as the chief commissioner and shall exercise under that commissioner's direction the duties the latter assigns to him.

ii. d'une demande en résiliation d'un bail concernant un local d'habitation, accompagnée d'une action en réclamation de loyer ou en recouvrement de dommages-intérêts, en vertu des articles 1600 à 1665i du Code civil, lorsque le montant réclamé n'atteint pas trois mille dollars;

iii. d'une action en nullité d'un bail concernant un local d'habitation, accompagnée ou non d'une action en recouvrement de dommages-intérêts, lorsque l'intérêt du demandeur dans le bail en litige est d'une valeur inférieure à trois mille dollars.

Lorsque le tribunal siège en première instance et que la réclamation est une petite créance au sens de la Loi favorisant l'accès à la justice, c'est la procédure simple et peu coûteuse prévue par cette loi qui sera appliquée.

D'autre part, ce projet constitue un service technique composé de spécialistes de l'habitation et du logement qui auront notamment pour tâches de conseiller les personnes chargées de l'application de la loi, de faire des études et des enquêtes et d'établir des statistiques sur la situation de l'habitation et du logement et de suggérer des normes relatives à l'établissement de la valeur locative d'un local d'habitation compte tenu des critères mentionnés à l'article 1664n du Code civil.

Ce service devra de plus consulter des personnes ou des groupes de personnes qui s'intéressent de façon particulière à l'habitation et au logement et qui peuvent apporter leur collaboration aux études que le service devra effectuer.

De plus, à compter de l'entrée en vigueur du présent projet et du projet de loi concernant le louage de choses, la juridiction des administrateurs des loyers et de la Commission des loyers qui ont actuellement à décider certains litiges en matière de baux résidentiels, sera abolie et la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires sera abrogée.

ii. in any suit to rescind a lease respecting a dwelling, accompanied by an action for rent or to recover damages, under articles 1600 to 1665i of the Civil Code, when the amount claimed is less than three thousand dollars;

iii. in an action to annul a lease respecting a dwelling, accompanied or not by an action to recover damages, when the value of the plaintiff's interest in the lease in dispute is less than three thousand dollars.

When the tribunal sits in first instance and the claim is a small claim within the meaning of the Act to promote access to justice, the simple and low cost procedure provided by that act will apply.

Furthermore, this bill establishes a technical service composed of specialists in housing and rental matters who will, in particular, advise the persons entrusted with the application of the act, make studies and inquiries and establish statistics on the housing and rental situation, and suggest standards relating to the establishment of the rental value of a dwelling, taking into account the criteria mentioned in article 1664n of the Civil Code.

This service must in addition consult persons or groups of persons specially interested in housing and rental matters who may cooperate in the studies which the service must do.

Moreover, from the coming into force of this bill and the bill respecting the lease and hire of things, the jurisdiction of the rental administrators and the Rental Commission who now have to decide certain disputes in matters of residential leases will be abolished and the Act to promote conciliation between lessees and property-owners will be repealed.

5. En ce qui a trait à un local d'habitation, un commissaire connaît en première instance, sous réserve des dispositions du paragraphe *b* de l'article 9, à l'exclusion de tout autre tribunal, de toute demande faite en vertu des articles 1600 à 1665i du Code civil.

Toutefois, un commissaire n'a juridiction sur une demande en exécution ou en résiliation de bail que si l'intérêt du demandeur dans l'objet du litige est d'une valeur inférieure à trois mille dollars.

6. Un commissaire doit, avant de rendre une décision, permettre aux parties intéressées de se faire entendre et, à cette fin, leur donner un avis, en la manière prévue aux règles de procédure et de pratique visées à l'article 24.

Si une partie intéressée qui a été ainsi avisée ne se présente pas ou refuse de se faire entendre à la séance fixée pour cette fin, ou à un ajournement de cette séance, le commissaire peut néanmoins procéder à l'instruction de l'affaire et aucun recours judiciaire ne peut être fondé sur le fait qu'il a ainsi procédé en l'absence de cette partie.

7. Un commissaire qui préside à une enquête et audition doit prendre note des faits essentiels de la preuve orale et dresser un procès-verbal de l'audition.

Ces notes et ce procès-verbal, signés par le commissaire, font preuve *prima facie* de leur contenu.

8. Un commissaire doit rendre sa décision avec diligence et en transmettre, sans délai, une copie à toute partie intéressée à la dernière adresse fournie au commissaire par cette partie.

Cette copie, lorsqu'elle est certifiée par le commissaire, a la même valeur que l'original.

SECTION III

TRIBUNAL

9. Un tribunal est créé sous le nom, en français, de « Tribunal des loyers » et en anglais, de « Rental Tribunal ».

5. As regards dwellings, a commissioner shall hear in first instance, subject to paragraph *b* of section 9, to the exclusion of any other court, every application brought under articles 1600 to 1665i of the Civil Code.

Nevertheless, a commissioner has jurisdiction in any application for specific performance or to rescind a lease only when the value of the plaintiff's interest in the object of the dispute is less than three thousand dollars.

6. A commissioner shall, before rendering a decision, allow the interested parties to be heard and for that purpose give them a notice, in the manner provided in the rules of procedure and practice contemplated in section 24.

If an interested party who has been notified in this manner does not attend or refuses to be heard at the sitting fixed for that purpose, or at an adjournment of that sitting, the commissioner may nevertheless hear the matter and no judicial recourse shall be based on the fact that he so proceeded in the absence of that party.

7. A commissioner who presides at an inquiry and hearing shall take notes of the essential facts of the oral testimony and prepare the minutes of the hearing.

These notes and minutes, signed by the commissioner, shall be *prima facie* proof of their contents.

8. A commissioner shall render his decision with dispatch and send a copy of it forthwith to each interested party at the last address given to the commissioner by the party.

That copy when certified by the commissioner shall have the same validity as the original.

DIVISION III

TRIBUNAL

9. A tribunal is established under the name of "Tribunal des loyers" in French and "Rental Tribunal" in English.

Ce tribunal connaît, à l'exclusion de tout autre tribunal,

a) en appel, de toute décision d'un commissaire,

b) en première instance, en ce qui a trait à un local d'habitation,

i. de toute action en réclamation de loyer ou en recouvrement de dommages-intérêt en vertu des articles 1600 à 1665*i* du Code civil, lorsque le montant réclamé n'atteint pas trois mille dollars;

ii. d'une demande de résiliation de bail accompagnée d'une action en réclamation de loyer ou en recouvrement de dommages-intérêt en vertu des articles 1600 à 1665*i* du Code civil, lorsque le montant réclamé n'atteint pas trois mille dollars;

iii. d'une action en nullité de bail, accompagnée ou non d'une action en recouvrement de dommages-intérêt lorsque l'intérêt du demandeur dans l'objet en litige est d'une valeur inférieure à trois mille dollars.

[[10. Ce tribunal est composé de juges de la Cour provinciale désignés par le lieutenant-gouverneur en conseil en nombre suffisant pour expédier rapidement les affaires qui sont soumises au tribunal.]]

11. Le lieutenant-gouverneur en conseil désigne un des juges du tribunal des loyers comme juge en chef de ce tribunal et ce dernier a le même statut et a droit aux mêmes traitements, pension et allocations que la loi attribue au juge en chef de la Cour dont il est un des juges.

[[12. Les fonctionnaires et employés jugés nécessaires au bon fonctionnement du tribunal sont nommés et rémunérés conformément à la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14).]]

13. Le tribunal siégeant en appel a un greffe à Montréal et un autre à Québec.

Le territoire desservi par chacun de ces greffes est déterminé par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil. Ce règlement entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Such tribunal has jurisdiction, to the exclusion of any other court,

(a) in appeal, from any decision of a commissioner,

(b) in first instance, as regards dwellings,

i. in any action for rent or to recover damages under articles 1600 to 1665*i* of the Civil Code, when the amount claimed is less than three thousand dollars;

ii. in any suit to rescind a lease accompanied by an action to recover damages under articles 1600 to 1665*i* of the Civil Code, when the amount claimed is less than three thousand dollars;

iii. in an action to annul a lease, accompanied or not by an action to recover damages when the value of the plaintiff's interest in the object of the dispute is less than three thousand dollars.

[[10. Such tribunal shall consist of judges of the Provincial Court designated by the Lieutenant-Governor in Council in sufficient number for the rapid dispatch of the business submitted to the tribunal.]]

11. The Lieutenant-Governor in Council shall designate one of the judges of the rental tribunal chief judge of such tribunal and such judge shall have the same status and is entitled to the same salary, pension and allowances as are granted by law to the chief judge of the Court of which he is a judge.

[[12. The functionaries and employees considered necessary for the proper functioning of the tribunal shall be appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14).]]

13. The tribunal sitting in appeal shall have an office at Montreal and another at Québec.

The territory served by each of such offices shall be determined by regulation of the Lieutenant-Governor in Council. This regulation shall come into force on its date of publication in the *Québec Official Gazette*.

Le greffier remplit les devoirs qui lui sont assignés par le juge en chef de même que ceux qui sont prévus aux règles de procédure et de pratique visées à l'article 24.

14. Le greffe du tribunal siégeant en première instance est au bureau du commissaire qui a juridiction dans le territoire où la cause doit être entendue.

Pour cette fin, le greffier du commissaire est d'office greffier du tribunal.

15. Les juges du tribunal sont soumis à la surveillance, aux ordres et au contrôle du juge en chef en ce qui regarde la distribution des causes, la tenue des séances et, généralement, toute matière d'administration qui les concerne.

16. Au cas d'incapacité temporaire d'agir du juge en chef, par suite d'absence ou de maladie, il est remplacé par un juge du tribunal désigné à cette fin par le lieutenant-gouverneur en conseil.

17. Le tribunal siégeant en appel peut confirmer, modifier ou infirmer toute décision qui lui est soumise et rendre la décision qui, à son jugement, aurait dû être rendue en premier lieu.

18. Tout jugement rendu par le tribunal siégeant en appel est final.

19. Un juge du tribunal est compétent pour instruire et décider seul de toute affaire soumise au tribunal.

20. Le tribunal a les pouvoirs et immunités prévus aux articles 9, 10, 11, 12 et 16 de la Loi des commissions d'enquêtes (Statuts refondus, 1964, chapitre 11).

21. Toute cause qui nécessite une audition doit être instruite

a) en appel, à tout endroit de la province désigné par le juge en chef;

b) en première instance, dans le territoire, désigné pour la juridiction du commissaire, où est situé le local d'habitation occupé par le locataire.

The clerk shall fulfil the duties assigned to him by the chief judge and those provided in the rules of procedure and practice contemplated in section 24.

14. The office of the tribunal sitting in first instance shall be at the office of the commissioner who has jurisdiction in the territory in which the case is to be heard.

For that purpose, the clerk of the commissioner shall be clerk *ex officio* of the tribunal.

15. The judges of the tribunal shall be subject to the supervision, orders and control of the chief judge as regards the distribution of cases, the holding of sittings and, generally, any administrative matter respecting them.

16. If the chief judge is temporarily unable to act, through absence or illness, he shall be replaced by a judge of the tribunal appointed for that purpose by the Lieutenant-Governor in Council.

17. The tribunal sitting in appeal may confirm, vary or quash a decision submitted to it and render the decision which, in its opinion, should have been rendered in first instance.

18. Every judgment rendered by the tribunal sitting in appeal shall be final.

19. A judge of the tribunal has jurisdiction to hear and decide alone any matter submitted to the tribunal.

20. The tribunal shall have the powers and immunities provided in sections 9, 10, 11, 12 and 16 of the Public Inquiry Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 11).

21. Every case requiring a hearing must be heard

(a) in appeal, at any place in the province designated by the chief judge;

(b) in first instance, in the territory, designated for the jurisdiction of the commissioner, in which the dwelling occupied by the lease is situated.

22. Le tribunal peut tenir ses séances même un jour non juridique et aussi souvent que cela est nécessaire, aux heures déterminées par le juge en chef.

22. The tribunal may hold its sittings even on a non-judicial day and as often as is necessary, at the hours determined by the chief judge.

SECTION IV

DIVISION IV

PROCÉDURE

PROCEDURE

23. Toute partie qui produit une demande au commissaire doit en signifier une copie à l'autre partie en la manière prévue aux règles de procédure et de pratique.

23. Every party filing an application with the commissioner must serve a copy of it upon the other party in the manner provided in the rules of procedure and practice.

24. Le juge en chef peut, par règlement, édicter les règles de procédure et de pratique qu'il juge nécessaires ou utiles à l'expédition des affaires qui sont soumises au tribunal ou à un commissaire.

24. The chief judge may, by regulation, make the rules of procedure and practice he considers necessary or expedient for the dispatch of the business submitted to the tribunal or to a commissioner.

Les règlements ainsi adoptés sont soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et entrent en vigueur à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute autre date ultérieure qui y est fixée.

The regulations so made shall be subject to the approval of the Lieutenant-Governor in Council and shall come into force on the date of their publication in the *Québec Official Gazette* or any later date fixed therein.

Sous réserve de l'article 26, le Code de procédure civile ne s'applique pas au tribunal des loyers.

Subject to section 26, the Code of Civil Procedure does not apply to the Rental Tribunal.

25. Sous réserve du cas prévu à l'article 26, toute partie qui produit une demande au tribunal doit en signifier une copie à l'autre partie en la manière prévue aux règles de procédure et de pratique.

25. Subject to the case provided for in section 26, every party filing an application with the tribunal must serve a copy of it upon the other party in the manner provided in the rules of procedure and practice.

26. Lorsque le tribunal siège en première instance et que la réclamation est une petite créance au sens de l'article 953 du Code de procédure civile, qu'elle soit jointe ou non à une demande de résiliation de bail, le livre Huitième dudit code, sauf l'article 957, s'applique *mutatis mutandis*.

26. When the tribunal sits in first instance and the claim is a small claim within the meaning of article 953 of the Code of Civil Procedure, whether or not joined with a suit to rescind a lease, Book Eight of that Code, except article 957, applies *mutatis mutandis*.

27. Toute partie intéressée peut, en toute matière, en appeler devant le tribunal de toute décision rendue par un commissaire.

27. Every interested party may, in any matter, appeal to the tribunal from any decision rendered by a commissioner.

28. À peine de déchéance de l'appel, la partie qui décide de faire réviser la décision d'un commissaire doit, dans les quinze jours de la mise à la poste de cette décision, produire sa demande au greffier

28. On pain of forfeiture of the appeal, the party who decides to have the decision of a commissioner revised shall within fifteen days of the mailing of that decision file his application with the clerk of the

du tribunal, et en signifier une copie aux parties intéressées et au commissaire qui a rendu la décision.

29. Le commissaire doit transmettre le dossier de l'affaire au greffier du tribunal au plus tard dans les trois jours de la réception de la copie de la demande prévue à l'article 28. Le tribunal doit réviser la décision du commissaire et rendre sa propre décision sur le dossier tel que produit, avec toute la diligence possible. Toutefois, à la demande de l'une des parties ou si le juge en chef l'estime nécessaire, il peut être tenu une audition afin de permettre aux parties de se faire entendre.

30. Lorsqu'une audition doit être tenue, les parties sont convoquées en la manière prévue aux règles de procédure et de pratique visées à l'article 24.

Si une partie intéressée et ainsi convoquée ne se présente pas ou refuse de se faire entendre à la séance fixée pour cette fin, ou à un ajournement de cette séance, le tribunal peut néanmoins procéder en l'absence de cette partie.

31. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, établir des tarifs de frais et dépens payables dans toute affaire devant le tribunal.

Tout règlement adopté en vertu du présent article entre en vigueur à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée.

SECTION V

CHANGEMENT DE LOCATEUR EN COURS D'INSTANCE

32. Une demande pendante devant un commissaire ou le tribunal n'est pas retardée par le fait d'un changement de locateur. Le nouveau locateur continue l'instance de la même façon que s'il n'y avait pas eu de changement. Toutefois, le commissaire ou le tribunal peut, dans le délai qu'il détermine, permettre au nouveau locateur de faire valoir les moyens que l'ancien locateur aurait pu faire valoir.

tribunal and serve a copy of it on the interested parties and on the commissioner who rendered the decision.

29. The commissioner must send the record of the matter to the clerk of the tribunal not later than three days after the receipt of the copy of the application provided for in section 28. The tribunal shall revise the decision of the commissioner and render its own decision on the record as filed, with all possible dispatch. Nevertheless, at the request of one of the parties or if the chief judge considers it necessary, a public hearing may be held to enable the parties to be heard.

30. When a hearing must be held, the parties are called in the manner provided in the rules of procedure and practice under section 24.

If an interested party so called does not attend or refuses to be heard at the sitting fixed for the purpose, or at an adjournment of that sitting, the tribunal may nevertheless proceed in the absence of that party.

31. The Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, establish tariffs of costs and expenses payable in any matter before the tribunal.

Every regulation made under this section shall come into force from its publication in the *Québec Official Gazette* or on any later date fixed therein.

DIVISION V

CHANGE OF LESSOR DURING THE SUIT

32. An application pending before a commissioner or the tribunal shall not be delayed by a change of lessor. The new lessor shall continue the suit in the same manner as if there had been no change. Nevertheless, the commissioner or tribunal may, within the delay determined by him or it, allow the new lessor to take the measures that the former lessor might have taken.

33. L'article 32 s'applique dans les cas où le nouveau locateur a fait connaître au commissaire ou au tribunal sa qualité de nouveau locateur avant que la décision ne soit rendue. À défaut, par lui, de ce faire, il sera lié par la décision rendue.

SECTION VI

EXÉCUTION DES DÉCISIONS

Du commissaire

34. Toute décision du commissaire est exécutoire à l'expiration du délai d'appel prévu à l'article 28 ou, le cas échéant, à la date ultérieure indiquée dans cette décision.

L'exécution forcée d'une décision du commissaire se fait, après homologation de cette décision par un juge du tribunal, par la Cour provinciale, en la manière prévue au Code de procédure civile.

Du tribunal

35. Le jugement du tribunal sur une action en recouvrement d'une petite créance visée à l'article 953 du Code de procédure civile est exécutoire de la façon prévue au livre Huitième dudit code.

36. Tout autre jugement est exécutoire par la Cour provinciale de la façon prévue au Code de procédure civile.

SECTION VII

SERVICE TECHNIQUE

37. Un service technique est constitué sous l'autorité du commissaire en chef pour conseiller les personnes chargées de l'application de la présente loi.

[[**38.** Le service technique est composé de personnes qui, en raison de leur profession ou de leur activité, sont susceptibles de contribuer de façon particulière à l'étude et à la solution des problèmes rencontrés dans l'application de la présente loi.

33. Section 32 applies when the new lessor has informed the commissioner or tribunal of his quality of new lessor before the decision is rendered. If he fails to do so, he is bound by the decision rendered.

DIVISION VI

EXECUTION OF DECISIONS

Commissioner

34. Every decision of a commissioner shall be executory at the expiry of the delay for appeal provided in section 28 or, if such is the case, on the later date indicated in his decision.

Compulsory execution of a decision of a commissioner shall be effected after homologation of such decision by a judge of the tribunal, by the Provincial Court, in the manner provided in the Code of Civil Procedure.

Tribunal

35. A judgment of the tribunal in an action to recover a small claim contemplated in article 953 of the Code of Civil Procedure shall be executory in the manner provided in Book Eight of that Code.

36. Every other judgment shall be executory by the Provincial Court in the manner provided in the Code of Civil Procedure.

DIVISION VII

TECHNICAL SERVICE

37. A technical service is established under the authority of the chief commissioner to advise persons entrusted with the application of this act.

[[**38.** The technical service shall consist of persons who, by reason of their profession or activity may contribute in a special way to the study and solution of problems encountered in the application of this act.

Ces personnes ainsi que les autres fonctionnaires jugés nécessaires sont nommés et rémunérés conformément à la Loi de la fonction publique.]]

39. Ce service technique doit, en outre:

a) surveiller et analyser les effets de l'application de la présente loi;

b) suggérer des normes à considérer dans l'établissement de la valeur locative d'un local d'habitation compte tenu des critères mentionnés à l'article 1664*n* du Code civil. Il doit, à cette fin, tenir compte des conditions socio-économiques des diverses régions et localités du Québec;

c) faire des études et des enquêtes et établir des statistiques sur la situation de l'habitation et du logement;

d) consulter des personnes ou groupes de personnes ou associations qui s'intéressent de façon particulière à l'habitation et au logement et qui peuvent apporter leur collaboration aux études qu'il est requis de faire.

SECTION VIII

DISPOSITIONS DIVERSES, TRANSITOIRES ET FINALES

40. Pour les fins de la présente loi, le mot « tribunal » lorsqu'il est utilisé dans les articles 1600 à 1665*i* du Code civil signifie, selon la compétence qui leur est respectivement accordée par la présente loi, le commissaire en chef, le commissaire en chef adjoint, un commissaire ou le tribunal des locataires.

41. La Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires (1950/1951, chapitre 20), modifiée par le chapitre 17 des lois de 1951/1952, les chapitres 9, 10 et 11 des lois de 1952/1953, les chapitres 12 et 13 des lois de 1953/1954, le chapitre 7 des lois de 1954/1955, le chapitre 17 des lois de 1955/1956, les chapitres 28 et 64 des lois de 1956/1957, le chapitre 7 des lois de 1957/1958, les chapitres 7 et 37 des lois de 1958/1959, le chapitre 88 des lois de 1959/1960, les chapitres 8 et 94 des lois de 1960/1961, le chapitre 56 des lois de 1962, le chapitre 60 des lois de 1963 (1^{re} session), le chapitre 68 des lois de

Such persons and the other employees considered necessary shall be appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act.]]

39. Such technical service shall also:

(a) supervise and analyse the effects of the application in of this act;

(b) suggest standards for consideration in establishing the rental value of a dwelling, taking account of the criteria mentioned in article 1664*n* of the Civil Code, and, for that purpose, of the socio-economic conditions of the various regions and localities of the province of Québec;

(c) make studies and inquiries and establish statistics on the housing situation;

(d) consult persons, groups or associations especially interested in housing and rental matters who may cooperate in making the studies required.

DIVISION VIII

MISCELLANEOUS, TRANSITIONAL AND FINAL PROVISIONS

40. For the purposes of this act, the word "tribunal" when used in articles 1600 to 1665*i* of the Civil Code means, according to the jurisdiction assigned them respectively by this act, the chief commissioner, the assistant chief commissioner, a commissioner or the Rental Tribunal.

41. The Act to promote conciliation between lessees and property-owners (1950/1951, chapter 20), amended by chapter 17 of the statutes of 1951/1952, chapters 9, 10 and 11 of the statutes of 1952/1953, chapters 12 and 13 of the statutes of 1953/1954, chapter 7 of the statutes of 1954/1955, chapter 17 of the statutes of 1955/1956, chapters 28 and 64 of the statutes of 1956/1957, chapter 7 of the statutes of 1957/1958, chapters 7 and 37 of the statutes of 1958/1959, chapter 88 of the statutes of 1959/1960, chapters 8 and 94 of the statutes of 1960/1961, chapter 56 of the statutes of

1964, le chapitre 79 des lois de 1965 (1^{re} session), le chapitre 19 des lois de 1966, le chapitre 83 des lois de 1966/1967, les chapitres 79 et 80 des lois de 1968, le chapitre 73 des lois de 1969, le chapitre 60 des lois de 1970, le chapitre 82 des lois de 1971 et le chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi 83*) des lois de 1972, est abrogée.

42. Toute décision rendue en vertu de la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires demeure en vigueur jusqu'à la date à laquelle elle aurait expiré en vertu de ladite loi et les parties intéressées peuvent, jusqu'à cette date, exercer tous les droits mentionnés dans une telle décision sans être requis de faire une demande en vertu de la présente loi.

43. Lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, les affaires pendantes devant la Commission des loyers et les administrateurs en vertu de la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires, sont continuées et décidées suivant la présente loi.

Les affaires pendantes devant la Cour provinciale sont continuées devant cette Cour.

44. Nonobstant les articles 2, 12 et 38, à l'exception du commissaire en chef, du commissaire en chef adjoint, des commissaires et des commissaires adjoints, les fonctionnaires et employés jugés nécessaires sont, jusqu'au 31 décembre 1974, nommés et rémunérés d'après les effectifs, normes et barèmes établis par règlements du lieutenant-gouverneur en conseil; s'ils sont encore en fonction à cette date, la Loi de la fonction publique leur devient alors applicable sans autre formalité.

45. L'article 117 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 20), remplacé par l'article 5 du chapitre 14 des lois de 1971 et modifié par l'article 9 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi 47*) des lois de 1972, est de nouveau modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

1962, chapter 60 of the statutes of 1963 (1st session), chapter 68 of the statutes of 1964, chapter 79 of the statutes of 1965 (1st session), chapter 19 of the statutes of 1966, chapter 83 of the statutes of 1966/1967, chapters 79 and 80 of the statutes of 1968, chapter 73 of the statutes of 1969, chapter 60 of the statutes of 1970, chapter 82 of the statutes of 1971 and chapter (*insert here chapter number of Bill 83*) of the statutes of 1972, is repealed.

42. Every decision rendered under the Act to promote conciliation between lessees and property-owners shall remain in force until the date when it would have expired under that act and the interested parties may, until that date, exercise all the rights mentioned in such a decision without being required to make an application under this act.

43. At the coming into force of this act, matters pending before the Rental Board and the administrators under the Act to promote conciliation between lessees and property-owners shall be continued and decided under this act.

Matters pending before the Provincial Court shall be continued before such Court.

44. Notwithstanding sections 2, 12 and 38, excepting the chief commissioner, assistant chief commissioner, commissioners and assistant commissioners, the officers and employees considered necessary shall, until the 31st of December 1974, be appointed and remunerated according to staff requirements, standards and scales established by regulation of the Lieutenant-Governor in Council; if they are still in office on that date, the Civil Service Act shall then become applicable to them without any other formality.

45. Section 117 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1964, chapter 20), replaced by section 5 of chapter 14 of the statutes of 1971 and amended by section 9 of chapter (*insert here chapter number of Bill 47*) of the statutes of 1972, is again amended by replacing the first paragraph by the following:

« La Cour provinciale est composée de cent trente-six juges nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, par commission sous le grand sceau, savoir: un juge en chef, un juge en chef adjoint, et cent trente-quatre juges puinés. »

“The Provincial Court shall consist of one hundred and thirty-six judges appointed by the Lieutenant-Governor in Council, by commission under the Great Seal, namely: a chief judge, an associate chief judge and one hundred and thirty-four puisne judges.”

46. L'article 125 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 20), modifié par l'article 25 du chapitre 17 des lois de 1965 (1^{re} session), l'article 7 du chapitre 15 des lois de 1968, l'article 5 du chapitre 18 des lois de 1969, l'article 17 du chapitre 19 des lois de 1969, l'article 3 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi 81*) des lois de 1972 et par l'article 184 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi 23*) des lois de 1972, est de nouveau modifié:

a) en insérant, dans la quatrième ligne du deuxième alinéa, après les mots « ou du tribunal des transports », les mots « ou du tribunal des loyers » et, dans la douzième ligne, après les mots « tribunal des transports », les mots « ainsi que du juge en chef du tribunal des loyers »;

b) en insérant, dans la troisième ligne du troisième alinéa, après les mots « tribunal des transports », les mots « ainsi qu'au juge en chef du tribunal des loyers ».

[[**47.** Les deniers nécessaires à l'application de la présente loi sont pris, pour l'année 1973/1974, à même les deniers accordés par la Législature pour l'application de la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires et, pour le surplus, à même le fonds consolidé du revenu et pour l'année 1974/1975, à même le fonds consolidé du revenu et, pour les années subséquentes, à même les deniers accordés chaque année à cette fin par la Législature.]]

48. Le ministre de la justice est chargé de l'application de la présente loi.

49. La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1974 sauf les articles 2, 10, 11, 12, 38, 44 et 47 qui entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

46. Section 125 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1964, chapter 20), amended by section 25 of chapter 17 of the statutes of 1965 (1st session), section 7 of chapter 15 of the statutes of 1968, section 5 of chapter 18 of the statutes of 1969, section 17 of chapter 19 of the statutes of 1969, section 3 of chapter (*insert here chapter number of Bill 81*) of the statutes of 1972, and by section 184 of chapter (*insert here chapter number of Bill 23*) of the statutes of 1972, is again amended:

(a) by inserting after the words “or Transport Tribunal” in the fourth line of the second paragraph the words “or Rental Tribunal”, and, after the words “Transport Tribunal” in the thirteenth line, the words “and the chief judge of the Rental Tribunal”;

(b) by inserting after the words “Transport Tribunal” in the third line of the third paragraph the words “or the chief judge of the Rental Tribunal”.

[[**47.** The moneys necessary for the application of this act shall be taken, for the year 1973/1974, out of the moneys granted by the Legislature for the carrying out of the Act to promote conciliation between lessees and property-owners and, for the surplus, out of the consolidated revenue fund, and, for the year 1974/1975, out of the consolidated revenue fund, and, for the subsequent years, out of the moneys granted each year for that purpose by the Legislature.]]

48. The Minister of Justice shall be entrusted with the application of this act.

49. This act shall come into force on the 1st of January 1974 except sections 2, 10, 11, 12, 38, 44 and 47 which shall come into force on the date or dates fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.